

Heinrich August Winkler, Histoire de l'Allemagne XI^e–XX^e siècle. Le long chemin vers l'Occident. Traduit de l'allemand par Odile Demange, Paris (Fayard) 2004, 1154 p., ISBN 2-213-62443-7, EUR 35,00.

rezensiert von/compte rendu rédigé par
Marc Olivier Baruch, Paris

La maison Fayard, grand éditeur généraliste d'histoire, ne disposait pas à son catalogue d'une histoire de l'Allemagne, ni de la Prusse. Elle a choisi de combler cette lacune en proposant au lecteur français la traduction d'un ouvrage récent, la synthèse de Heinrich August Winkler, professeur émérite à l'université Humboldt de Berlin publiée en 2000 par les éditions Beck sous forme de deux épais volumes. Né en 1938, élève de Hans Rothfels, Winkler, proche du parti social-démocrate, est un spécialiste du libéralisme et du nationalisme dans l'Allemagne du XIX^e siècle et a aussi publié sur Weimar. Salué comme un tour de force lors de sa publication, plusieurs fois réédité, un tel livre semblait s'imposer, ne serait-ce que par ses qualités de synthèse et de lisibilité.

Désireux de souligner le primat du politique, l'auteur, même s'il se défend en ses premières pages de se cantonner à l'État et à ses affaires, fait la part belle à une histoire de la chose publique: non certes une histoire événementielle, qui nierait l'impact des conceptions que se font les contemporains du passé et de la place de la «nation allemande» – l'expression ne va pas de soi, nous le verrons – mais une histoire qui reste celle des grands acteurs du jeu. On ne peut gagner sur tous les tableaux, et malgré ses quelque 1150 pages le livre laisse parfois le lecteur sur sa faim, notamment en ce qui concerne l'histoire du III^e Reich et tout particulièrement l'historiographie la plus récente du génocide. On regrettera également l'absence d'une bibliographie, qu'il aurait certes fallu adapter au public français. Mais là aussi – au moins aussi longtemps que les générations de lecteurs auxquels on s'adresse ne seront pas celles accoutumées à une vision commune de l'histoire telle qu'entend la développer l'encore tout jeune manuel scolaire franco-allemand – on ne peut proposer ce type d'ouvrage à un public non spécialiste sans préciser qui l'écrit, d'où, quand et pourquoi. L'idéal-type de cet exercice indispensable nous semble résider dans l'exemplaire préface qu'Henry Rousso avait rédigée pour la traduction en français du livre de Norbert Frei, «L'État hitlérien et la société allemande», publié en 1994 par les éditions du Seuil.

Car la synthèse de Winkler est aussi une thèse, et son auteur un acteur de l'histoire qu'il écrit (au point d'ailleurs, étrangeté que la traduction aurait dû corriger, de parler de lui-même à la troisième personne lorsqu'il évoque les débats les plus récents qu'a traversés la société allemande). Le sous-titre de l'ouvrage est à cet égard explicite: «long chemin vers l'Occident», cette histoire bicentenaire entend être celle du trop long adieu des Allemands à la «voie singulière», traduction (aux sonorités quasi taoïstes) proposée pour le terme allemand »Sonderweg«. Il nous semble pourtant largement rhétorique de se demander, comme le fait l'auteur dès les premiers mots du livre, si ce dernier a ou non existé. On n'oserait parodier le »tu ne me chercherais pas si tu ne m'avais déjà trouvé« de

Pascal, mais ne peut-on supposer que – comme c'est aussi le cas pour l'exception française, la »Britishness« ou l'»American Way of Life« – qui cherche le »Sonderweg« le trouve, fût-ce pour narrer la chronique de sa disparition?

Au plus fort du culte rendu au défunt Mao Zedong par une partie des jeunes intellectuels ouest-européens, une des phrases-clés du bréviaire était celle-ci: »L'avenir est radieux, mais le chemin est tortueux«. N'en va-t-il pas de même de cet Occident hypostasié, identifié ici à un composé d'État-nation et de démocratie que, Scandinavie et Grande-Bretagne mises à part – et à condition de ne pas regarder de trop près l'histoire du concept de race – on aurait peine à définir comme susceptible de caractériser sur le long terme l'Europe de l'Ouest non germanophone?

Ceci posé, l'ensemble est impressionnant d'érudition et de profondeur d'analyse, tenant bien son pari de ne pas séparer récit et interprétation-de l'événement vécu par ses acteurs. Denses mais classiques, les pages sur Weimar et le national-socialisme, qui ne sont pas en proportion les chapitres sur lesquels l'auteur est le plus disert, encadrent deux ensembles, véritables ouvrages dans l'ouvrage, mais de statuts forts différents entre eux.

Le premier se présente comme un cours de haute volée sur le XIX^e siècle allemand, de l'héritage de Frédéric le Grand à la chute du Deuxième Reich. On ne saurait en relever, même brièvement ici, la richesse historique et historiographique, autour notamment de tout ce qui concerne 1848, apport particulièrement bienvenu dans un paysage en langue française singulièrement pauvre, même si la publication de l'ouvrage récent de Michel Kerautret¹ vient partiellement combler cette lacune.

Deuxième ensemble: celui consacré aux enjeux politiques internes et internationaux des relations entre les deux Allemagnes depuis les années 1950. C'est ici, tout spécialement dans le dernier chapitre, qui ne consacre pas moins de 120 pages à l'année de la réunification, une magistrale leçon d'histoire immédiate qui nous est donnée, pratiquement de l'intérieur. Proche du SPD – tel qu'il s'est notamment incarné dans la personne et l'action d'Helmut Schmidt, un SPD donc résolument atlantiste et pro-européen – Winkler s'attache à démontrer que l'on ne peut pas penser séparément, mais au contraire conjointement, devenir allemand et construction européenne, rejoignant ainsi la pensée d'un Habermas, même s'il voit dans le »patriotisme constitutionnel« cher à ce dernier un concept trop abstrait pour être proposé aux Allemands d'aujourd'hui comme *ultima ratio* de l'État de droit. Moins alors qu'une forme de »Sonderweg«, n'est-ce pas la lutte, si ancienne et universelle – et que résumerait ici l'opposition entre deux juristes presque contemporains et presque homonymes: Carl Schmitt, si étudié aujourd'hui, et Carlo Schmid, l'un des pères de la Loi fondamentale élaborée en 1948–1949 – entre le primat de la liberté et le primat de l'ordre qui se lirait tout au long du chemin si bien exposé ici?

¹ Voir Michel Kerautret, Histoire de la Prusse, Paris 2005.